

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Arguments pour le non

A la question : "Peut-on voter NON à la Constitution quand on est pour l'Europe ?"

- International - Europe -

Date de mise en ligne : dimanche 10 avril 2005

Démocratie & Socialisme

Réponse : Quand on est vraiment pour l'Europe, il est logique d'être POUR une Constitution démocratique de l'Europe et il est logique de voter CONTRE cette constitution-là qui dresse un mur contre l'Europe démocratique.

Explication :

Etre pour l'Europe est un bon point de départ. En effet, le choix entre le NON et le OUI se concentre, essentiellement, en deux questions :

- ▶ Sommes-nous pro-européens (internationalistes) ou sommes-nous nationalistes ?
- ▶ Sommes-nous de gauche ou sommes-nous de droite ?

Selon les réponses à ces deux questions, on peut distinguer quatre pôles :

- ▶ les pro-européens de gauche,
- ▶ les pro-européens de droite,
- ▶ les nationalistes de gauche,
- ▶ les nationalistes de droite. L'alliance entre les "pro-européens de gauche" et les "pro-européens de droite" est un piège pour la gauche (comme l'alliance entre les "nationalistes de gauche" et les "nationalistes de droite"). Tel est le fond de notre argumentation.

D'ailleurs, certaines de ces positions sont incohérentes et même immédiatement contradictoires, au point de ne pas être tenables longtemps et d'obliger rapidement ceux qui les défendent à choisir entre les deux termes qui sont artificiellement associés.

La seule position démocratique (et donc cohérente) est celle des "pro-européens de gauche".

La plus antidémocratique, unie dans son opposition frontale à la précédente est celle des "nationalistes de droite" (la droite extrême et l'extrême droite).

Le "nationalisme de gauche" est le plus instable. L'alliance avec Pasqua, lors de la campagne présidentielle de Chevènement, a fait exploser ses contradictions. Enfin, la position des libéraux, qui se présentent comme "pro-européens de droite", est arrivée au bout de sa logique : elle se révèle maintenant anti-européenne, bien que les libéraux ne soient pas autant anti-européens que les "nationalistes". Mais être pro-européen et être de droite se révèlent maintenant incompatibles.

En effet, les libéraux sont pro-européens (et même mondialistes) sur le plan économique. Mais ils sont anti-européens (et anti-mondialistes) sur le plan politique. La trajectoire des libéraux aboutit au projet actuel de constitution qui s'oppose à la constitution d'une Europe démocratique.

L'Europe politique existe-t-elle ? Non ! Ou seulement dans la mesure où les libéraux en ont besoin pour démanteler les garanties démocratiques conquises, notamment le droit du travail et les services publics : c'est le rôle des directives de libéralisation des services et des projets Bolkestein (notamment le principe du pays d'origine, réaffirmé par Barroso) et l'opt out (qui annonce les 65 h hebdomadaires et au delà).

Mais l'Europe politique démocratique n'existe pas. Et les libéraux, ceux qui s'affichaient "pro-européens de droite",

A la question : "Peut-on voter NON à la Constitution quand on est pour l'Europe ?"

n'en veulent pas. La seule concession qu'ils ont faite, pour obtenir le soutien de la social-démocratie, est l'élection du Parlement européen au suffrage universel, mais en lui refusant l'essentiel du pouvoir législatif et budgétaire, en ne lui donnant qu'un droit de veto par la co-décision dans les domaines qui dépendent de la majorité qualifiée du Conseil des ministres.

Autant avec le traité de Nice qu'avec ce projet de Constitution, le pouvoir appartient à des institutions non élues : la Commission européenne, le Conseil des ministres, le Conseil européen, la Banque centrale européenne. En ce début du XXIème siècle, 200 ans après l'instauration du suffrage universel, c'est un comble ! C'est ce que nous dit la partie 1, qui modifie le traité de Nice de façon infinitésimale (pas forcément en mieux) en étendant la majorité qualifiée de 100 domaines à 120 et en laissant 60 à l'unanimité.

Les libéraux ont encore besoin du soutien des sociaux-démocrates pour faire adopter ce projet de constitution. Après son adoption (éventuelle), ils en refuseront toute modification démocratique. Même si les sociaux-démocrates se décidaient à démocratiser la Constitution, le refus des libéraux empêcherait de réunir la double unanimité (des gouvernements et des parlements) qui est demandée par la partie IV. Les sociaux-démocrates ont soutenu les libéraux pour construire le marché unique, mais les libéraux ne soutiendraient pas les sociaux-démocrates si ceux-ci voulaient établir une Europe fédérale. Cette Constitution ne pourra pas être amendée.

Le libéraux se déclaraient fédéralistes tant qu'on en était à l'étape de construction du marché unique. Ils ne sont plus fédéralistes quand la constitution d'une Europe fédérale est à l'ordre du jour. Ils déclarent eux-mêmes que l'Europe fédérale est une utopie. Leur projet de Constitution fige l'Europe dans son statut actuel quasi confédéral parce que le marché unique répond à tous leurs vœux.

Si cette Constitution était adoptée, alors ils pourraient généraliser et systématiser leur politique, la casse du droit du travail et des services publics. Ce que nous avons connu jusqu'ici n'est qu'un avant-goût. Et si la gauche était majoritaire au Conseil des ministres et au Parlement, toute politique de gauche qu'elle voudrait mettre en oeuvre serait déclarée inconstitutionnelle (partie III du projet).

Si cette Constitution était adoptée, elle serait un carcan insupportable. Elle approfondirait la crise sociale et celle-ci, ne pouvant pas déboucher sur un changement de politique, précipiterait l'Europe, en quelques années, dans une crise politique majeure. Les aspects positifs de la construction d'une identité européenne en seraient balayés.

Voter NON, c'est vouloir une Europe démocratique pour stopper la casse des services publics et s'engager dans la voie de l'Europe sociale.